

Communiqué de presse
Coordination Défense de Versailles
UNION NATIONALE DES ÉCRIVAINS DE FRANCE
15 avril 2013

LA FORFAITURE DE LA FAUSSE DÉFINITION DU MARIAGE, AU SENAT ET AU LAROUSSE, ÉRIGE EN DOGME LE « MENSONGE D'ÉTAT », DÉFIE L'ACADÉMIE FRANÇAISE ET ABOLIT TOUTE ALLÉGEANCE À LA LOI !



« N'oublions pas que la **violence** ne vit pas seule, qu'elle est incapable de vivre seule : elle est intimement associée, par le plus étroit des liens naturels, au **mensonge**. » Soljenytsine aux Écrivains.

VU QUE LA VÉRITÉ DE LA LANGUE – DU VERBE – EST LA LOI SUPRÊME DE L'HUMANITÉ SURPLOMBANT TOUTE VALEUR, tout homme digne de ce nom ; qu'elle est l'origine de toute lumière de l'Intelligence, toute science, toute institution, tout art, toute Civilisation, toute justice, toute prospérité et bienfait ; que sans elle tout n'est que mensonge, violence, bestialité, ténèbres, barbarie, iniquité, méfait, oppression, **usurpation d'autorité et forfaiture** ;

VU QUE LE GOUVERNEMENT N'A NUL DROIT DE « MODIFIER LE VOCABULAIRE ET LA GRAMMAIRE DU FRANÇAIS », comme l'a rappelé l'Académie Française, dans sa déclaration du 21 mars 2002 sur la « Féminisation des noms de métiers, fonctions, grades et titres » (à combattre avec la plus grande énergie) ; qu'en conséquence, le dictat de sa « fausse définition » du mot « mariage » **est un viol manifeste de la Constitution !**

VU QUE L'ACADÉMIE FRANÇAISE EST L'INSTITUTION SOUVERAINE GARANTE DE LA VÉRITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE ;

VU LA SAISINE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE PAR L'UNIEF/CDV, du 24 janvier 2013 lui « [demandant] de tout mettre en œuvre pour **faire opposition** à l'adoption de la fausse définition du « mariage » de l'art. 1 du projet de loi »

⇒ **Qu'à sa suite**, une demande au Président du Sénat, Jean-Pierre Bel, « **de solliciter l'avis de l'Académie Française** » « **avant** » **tout examen du texte** lui a été envoyée, le 6 mars 2013, par Anne-Marie Le Pourhiet, vice-président de l'Association Française de Droit Constitutionnel ;

⇒ **Qu'en réponse** à cette saisine, tout en s'accordant avec la position de droit de l'UNIEF/CDV, **tout en reconnaissant que la « forfaiture » de la fausse définition du mariage est bien plus grave que celle du viol par le Gouvernement de son interdit de féminisation des noms de métiers, fonctions, grades et titres** ; tout en convenant qu'elle devait faire valoir la vérité de la langue ; l'Académie n'en avait toujours pas pour autant fait obstacle à cette forfaiture. Qu'elle avait même laissé publier des faux-semblants faisant croire au public non averti que **l'Académie ne serait qu'une simple chambre d'enregistrement, passive, des mésusages et viols de la langue qui deviendraient vertus avec le temps !** Qu'elle n'aurait aucun devoir de **défense active** de la Vérité et des « règles certaines » de la langue française. Ceci en flagrante contradiction avec l'affichage, sur son site, de ses règlements et déclarations ! **Quel déshonneur !**

VU LE TRIPLE COUP DE FORCE DU GOUVERNEMENT POUR PASSER EN FORCE en prenant de court l'opposition croissante à sa « fausse définition » du « mariage », **portée par la marée humaine des millions de Français dans la rue** et un rejet des esprits dépassant désormais officiellement **les 55 % d'opinions** (enquête BVA du 12 avril 2013). C'est, le 9 avril, le **1^{er} coup d'intox et d'intimidation**, le jour même du vote de la fausse définition au Sénat. **Pour faire croire que tout est déjà joué**, l'AFP lance l'offensive dans les médias qui disent : « Les débats et polémiques autour du « mariage pour tous » se sont déplacés, mardi 9 avril, sur **un nouveau terrain, celui de la langue française et des dictionnaires** ». « **Larousse vient de décider d'anticiper sur le vote** du projet de loi sur l'ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe, **en incluant dès maintenant** cet hypothétique changement dans la prochaine édition de son dictionnaire ». **2^{ème} coup de force**, le 12 avril : c'est

l'in vraisemblable **vote final à main levée** devant un hémicycle à demi vide. Le 3^{ème}, c'est l'annonce de l'**accélération du calendrier** visant un vote solennel pour le 23 avril, soit un **mois et demi plus tôt** que prévu !

VU L'APPEL AU BOYCOTT lancé par le député Hervé Mariton qui "condamne cette **course de vitesse** totalement méprisante d'un débat parlementaire et d'un jugement constitutionnel qui ne sont pas achevés. **Un tel mépris de la démocratie doit être condamné**", dit-il en appelant au "**boycott de Larousse**". Et « La manif pour tous devant les éditions Larousse » en tire les conséquences (cf. http://www.dailymotion.com/video/xywkg_t_la-manif-pour-tous-devant-les-editions-larousse_news).

VU LA MISE EN CAUSE DE LA HIÉRARCHIE DES MENSONGES PAR J. CAHUZAC « On me dit que j'ai **menti sur ma situation personnelle**. Cela veut dire quoi ? Qu'il y aurait des **mensonges** indignes et d'autres qui seraient dignes ? Quand on ment sur ordre, et pour des raisons politiques, à l'Assemblée, est-ce digne ? **À ce compte-là, j'ai menti devant l'Assemblée, sur la possibilité de réaliser 3% de déficit en 2013. (...) Si tous ceux qui ont menti à la représentation nationale devaient quitter l'hémicycle, il y en aurait des tonnes.** » (*Le Canard Enchaîné*, 10 avril 2013)

L'UNION NATIONALE DES ÉCRIVAINS DE FRANCE et la CDV :

RÉVÈLENT :

- **Que la « fausse définition » du mariage recèle une mystification sémantique dont le piège**, une fois posé, déclenche automatiquement la **réaction en chaînes de syllogismes** entraînant de prétendus « droits de la filiation » (loi française), à l'adoption (par égalité), à la PMA pour les paires femme-femme (par manque d'enfants adoptables), aux « mères porteuses » pour les paires d'homme-homme (par égalité et non discrimination) ;
- **Qu'en érigeant ainsi en Dogme légal la forfaiture du Mensonge d'État**, le Président Hollande **en rend visible le « mode opératoire » criminel**, aux yeux de tous les Français, et **en fait le modèle suprême du mensonge politique d'État** (qualifié de « noble mensonge » par Platon !), celui que Jérôme Cahuzac a justement placé au sommet de la hiérarchie des mensonges, bien au dessus de son mensonge « privé » !
- **Que la révélation de ce Mensonge d'État est le talon d'Achille du projet Hollande.**

OBSERVENT :

- **Que pour faire sauter le verrou de la fausse définition**, il faut **soutenir l'Appel-pétition de saisine** de l'Académie Française pour qu'elle **fasse pression** sur le Gouvernement, **remplisse son obligation** de Défense de la langue française et **fasse opposition** à la forfaiture du projet de fausse définition initialisé par le Président-Protecteur de l'Académie Française. **Ceci en perspective d'une défense totale de la langue !**

DÉCLARENT :

- **Que c'est le viol des consciences par le Mensonge d'État** de la fausse définition du mariage **abolissant toute allégeance à la Loi** – et non la crise, le chômage ou l'affaire Cahuzac – qui a dressé la France toute entière contre la forfaiture d'un Gouvernement ultra-minoritaire violant la Volonté Générale, s'opposant à la manifestation de la vérité et **abolissant ainsi toute allégeance à la Loi !**
- **Que la Révolution des vraies valeurs en marche** a fait de l'imposture du « faux Mariage » pour tous **le symbole de l'ennemi public n° 1 à abattre** : en fait de transparence et de moralisation de la vie publique, **c'est le mépris de la Vérité de la langue et le mensonge d'État** déclinés dans tous les domaines : politique (aveu Cahuzac), dette de 1800 milliards (aveu Sarkozy à Bordeaux), justice (loi de 1881), Etc.
- **Que, dans le climat de crise de confiance et de soupçon de corruption**, à l'évidence, le salut de la France est dans la **mobilisation générale du combat sur le terrain de la Vérité de la langue** où il a trouvé sa cible décisive : celle du langage truqué, du Mensonge d'État dont le fausse définition du Mariage est désormais le Symbole honni d'un Régime d'imposture et de faux semblants à abattre de toute urgence, au nom du droit à la *Résistance à l'oppression* reconnu par les art. 2, 6 et 16 des DDH !

Autant dire que, quelle que soit l'évolution du projet de loi, qu'il soit retiré ou non, le débat est loin d'être terminé. Le combat pour la victoire de la Vérité de la langue sur le langage truqué du Mensonge d'État, par sa déconstruction « scientifique » dans tous les domaines (politique, justice, finance, économie, enseignement, art, etc.), ne fait que commencer ! C'est le combat de l'Intelligence sur l'obscurantisme par excellence !

Signez contre la fausse définition du mariage : <http://coordination-defense-de-versailles.info/Petitions/index.php?petition=4>

Arnaud Upinsky, Président de l'UNIEF/Coordination Défense de Versailles

Contact presse : courrierposte@orange.fr et tel : 06 01 76 20 79 ;

Site : coordination-defense-de-versailles.info.